ORAN

Viol collectif de deux subsahariennes

Ce jeudi soir, deux migrantes subsahariennes ont été victimes d'un viol collectif, qui a eu lieu dans le quartier défavorisé de Coca. Ils seraient au nombre de quatre jeunes à avoir violenté et violé ces jeunes migrantes âgées de 23 et 26 ans.

La scène décrite par les victimes et même par des témoins est terrifiante, lorsqu'on apprend que l'une des jeunes femmes a pu fuir toute nue, errant en larmes dans la rue. Une famille algérienne habitant ledit quartier lui est venue en aide et lui a donné des vêtements pour se couvrir.

La suite de l'affaire était, en ce vendredi matin, très confuse, puisque l'information avait circulé laissant entendre que la brigade de gendarmerie de Yaghmoracen avait refusé d'enregistrer la plainte de l'une des victimes qui s'était présentée tard dans la nuit de jeudi.

Alertés, des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) se sont rendus vendredi après-midi accompagnés des deux victimes au niveau de la brigade. Sur place, il leur sera expliqué qu'il y a eu un problème de communication et qu'en aucun cas il ne leur a été refusé l'enregistrement de la plainte. Une situation qui a d'ailleurs amené le chef de la compagnie de gendarmerie de l'USTO à se déplacer à la brigade en question pour suivre en personne cette affaire. Dès lors, les choses ont vite évolué et la plainte des deux femmes prise en charge. Des actions ont été menées permettant même d'arrêter deux des quatre présumés accusés, âgés de 18 et 20 ans.

Arrêtées il y a de cela une semaine, dans le cadre d'une rafle cyclique opérée par la police dans ce quartier où il y a une forte présence de subsahariens, après une semaine passée en prison, les deux subsahariennes ont été libérées ce jeudi. C'est en voulant regagner la pièce où elles logent qu'elles ont été prises à partie par un groupe de jeunes voyous qui les ont menacées avec des armes blanches, puis emmenées dans une maison dans le même quartier et violées.

Vers minuit, l'une d'elles a pu s'échapper toute nue. Elle a été recueillie par une famille algérienne qui lui a offert des habits. Ameutant le quartier avec ses cris, elle a pu libérer son amie, avec notamment l'aide de deux habitants du quartier.

Les deux jeunes femmes sont sous le choc et peinent à décrire les scènes d'horreur qu'elles ont subies, l'humiliation, la douleur et la frustration d'être prises à partie de nouveau suite à ce dépôt de plainte, puisqu'elles risquent des représailles au niveau de ce quartier, où elles ne peuvent plus séjourner.

Un quartier connu pour abriter des personnes défavorisées, laissant place à la violence. Un lieu où doivent à présent cohabiter des familles algériennes avec un nombre de plus en plus croissant de refugiés subsahariens qui, au vu de la situation aux frontières subsahariennes avec l'Algérie, ne peuvent, pour une question humanitaire, être expulsés par les autorités algériennes.

Pour l'heure, l'enquête suit son cours, et des tests ADN devront être réalisés. Pour sa part, la LADDH d'Oran espère que le fait que les deux victimes soient des migrantes, ne soit pas considéré comme une circonstance atténuante. Ce que réfute formellement la brigade de gendarmerie qui déclare accomplir son travail et mener ses enquêtes en toute impartialité pour tout citoyen quelle que soit son origine.

Amel Bentolba

Le Snapap et la Laddh inaugurent un nouveau local

Désormais, la Ligue Algérienne des droits de l'Homme (LADDH) et le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) ont un nouveau bureau à Oran. Il se situe en plein centre-ville, au 53 rue Larbi Ben M'hidi. Une cérémonie inaugurale a été organisée, mercredi dernier, où ont pris part des militants syndicaux, de simples sympathisants, ainsi que des représentants du mouvement associatif et de formation politique.

Lors de son allocution d'ouverture, Kaddour Chouicha, représentant de la Ligue algérienne des droits de l'Homme à Oran, a baptisé ce nouveau bureau, commun à la Laddh et au Snapap «La maison des libertés». Il est aussi revenu sur les nombreuses difficultés qu'ont dû traverser les militants des droits de l'Homme à Oran.

Quant au représentant du Snapap, Salim Mechri, il a déclaré pour sa part, que le combat pour le droit syndical fait partie intégrante du combat pour les droits de l'homme, et que les deux étaient tout aussi élémentaires pour l'édification d'un Etat de droit.

A. B.

RELIZANE

2 500 cartouches de cigarettes saisies à Oued R'hiou

La lutte contre la délinquance, sous toutes ses formes, notamment le commerce illicite de cigarettes a repris de plus belle.

En effet, les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra d'Oued R'hiou, relevant de la Sûreté de wilaya de Relizane, ont, lors d'un barrage de routine dressé à l'entrée ouest de la ville d'Oued R'hiou, saisi, en fin de semaine, près de 2 500 cartouches de cigarettes de différentes marques, destinées à la vente illégale auprès des particuliers, a-t-on appris de la cellule de communication relevant de la Sûreté de wilaya de Relizane.

Comme ils ont procédé à l'arrestation de deux personnes à bord d'une voiture. Ces dernières se servaient de leur domicile pour vendre des cigarettes.

Cette opération de lutte se poursuit toujours, a-t-on appris. Par ailleurs, ces deux malfrats seront présentés devant la juridiction compétente pour répondre du chef d'inculpation de trafic de cigarettes, ajoute-t-on.

A. Rahmane

EN RAISON DU NON-PAIEMENT DE LEUR DÛ

Les boulangers menacent de ne plus approvisionner les cantines scolaires à Tiaret

Les boulangers chargés d'approvisionner les cantines scolaires à Tiaret sont montés au créneau au mois de septembre dernier. C'est du moins ce qui est clairement mentionné dans une lettre signée des mains du coordinateur de cette corporation relevant de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Adressée principalement au directeur de l'éducation et au maire, cette correspondance fait ressortir la tourmente dans laquelle se trouvent les boulangers de Tiaret contraints à rester dans l'expectative depuis près de sept mois en raison, dira Meslem Kada, représentant local de cette corporation, de «l'absence de coordination entre la Direction de l'éducation et les services de l'APC». «Ces deux institutions se rejettent mutuellement la balle et dégagent leurs responsabilités quant à la prise en charge de ce problème qui perdure depuis des mois», a-t-il tenu à préciser. Ce dernier, même s'il a été reçu par les deux parties, aucune solution en revanche ne semble se profiler à l'horizon, ce qui n'a pas été sans amplifier l'inquiétude des boulangers éprouvant eux-mêmes des difficultés à payer leurs fournisseurs en farine de par l'indisponibilité de ce produit à l'échelle locale du fait de la fermeture des minoteries de la wilaya obligeant les boulangers à s'approvisionner à partir des wilayas de Médéa, de Mostaganem et même de Béjaïa. Estimés à 70 millions de centimes par trimestre à raison de la prise en charge de douze cantines scolaires seulement, ces dus engendrent vraisemblablement un préjudice néfaste aux boulangers qui ne savent toujours pas à quel saint se vouer, face à la sourde oreille des uns et des autres. Une situation qui risquerait de connaître une tournure grave d'autant que les fournisseurs de pains menacent de recourir tout bonnement au boycott de ces cantines, une attitude dont les grands perdants ne seront autres que les écoliers. Alors y aura-t-il un dénouement à cet imbroglio ? Affaire à suivre.

Mourad Benameur

MOSTAGANEM

Un plan de qualité de la formation industrielle pour les entreprises

Une journée durant, le 12 février dernier, le CFPA Benchaâ de Mostaganem a été le théâtre d'un rendez-vous important des responsables du secteur de la formation professionnelle, des directeurs des écoles privées et des chefs d'entreprises des secteurs économiques publics et privés. Ces derniers ont débattu des nouvelles dispositions qu'offre la formation professionnelle dans les filières industrielles.

Plus qu'un rendez-vous de constatation d'une situation donnée, cette journée d'étude, la première du genre, se voulait la lecture de ce qui se fera de meilleur et surtout d'offrir un cadre nouveau pour le travailleur qui devra se contenter d'une formation de qualité. Dans le cadre du lancement de ce plan d'action 2013/2014, le Fonds national du développement de la formation continue et de l'apprentissage lance une campagne de sensibilisation dans les filières industrielles, pour les besoins en formation continue des travailleurs, cadres et gestionnaires du secteur économique public et privé. Cette action de formation vise la mise à niveau des entreprises dont l'objectif principal est d'améliorer leurs performances.

Un projet de convention signé entre le ministère de la Formation professionnelle et le ministère de l'Industrie et de la PME et de la Promotion de l'investissement est inscrit pour les années 2013/2014 pour la formation de 200 000 artisans, maîtres assistants dans le domaine du management et de la pédagogie industrielle dont l'objectif est la mise en place d'un partenariat pour promouvoir la formation et l'enseignement professionnels dans les filières industrielles. Un riche débat en enseignement surtout concernant la mise en place de ce projet et tenant compte des spécifités du monde du travail, mais surtout dans les nouvelles donnes en application dans les pays développés a marqué ce rendez-vous. Il a été également question de lancer des centres de formation d'excellence aux métiers de l'industrie.

Dans ce cadre, 35 centres répartis à travers tout le pays ont été retenus pour abriter ces formations dans les filières industrielles.

A. B.

Publicité

Hôtel Seybouse ****
international
1, bd du 1er novembre 1954 Annaba

Offre spéciale week-end
du jeudi au samedi

du 15 février au 15 mai 2013

Profitez du tarif promotionnel inédit en vous offrant un weekend dans le plus prestigieux des hôtels de Annaba.

038 862 093
038 863 175
0661 323 192
0770 615 421

Demi pension	single :	7.000 D.A / Jour
Pension complète	single :	9.000 D.A / Jour
Demi pension	double :	10.000 D.A / Jour
Pension complète	double :	15.000 D.A / Jour

F 000001/B2